

/

**Sous-Commission Paritaire pour les services des aides familiales
et des aides seniors de la Communauté française,
de la Région wallonne et de la Communauté germanophone**

**Convention Collective de Travail du 22 mai 2006 octroyant
une prime de fin d'année au personnel employé en Région wallonne et en
Communauté germanophone.**

CHAPITRE I – CHAMP D'APPLICATION

Neerlegging-Dépôt: 20/05/2011
Regist.-Enregistr.: 27/05/2011
N°: 104251/CO/318.01

Article 1

Le texte de l'article 1 de la Convention Collective de Travail du 20 janvier 2003 octroyant une allocation de fin d'année au personnel employé est remplacé par le texte suivant :

« La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des services qui ressortissent à la Sous-Commission Paritaire pour les services d'aides familiales et aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone et qui sont subventionnés par la Région wallonne ou la Communauté germanophone. »

CHAPITRE II : OBJET

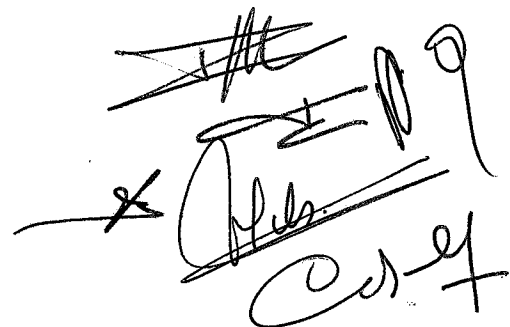
Article 2

Une prime de fin d'année est octroyée au personnel employé tel que défini à l'article 2 de la présente convention collective de travail.

CHAPITRE III – MONTANT DE LA PRIME

Article 3

Le montant de la prime de fin d'année se compose d'une partie forfaitaire et d'une partie variable.

Handwritten signatures and stamps at the bottom right of the document. There are several overlapping signatures in black ink, some appearing to be initials or names. There are also some faint, illegible stamps or markings.

Article 4

§1. La partie forfaitaire est calculée conformément à l'application de l'article 5§2, 1) de l'arrêté royal du 23 octobre 1979 octroyant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge de la trésorerie, telle qu'elle a été modifiée par l'arrêté royal du 3 décembre 1987 (tel que calculé pour les Pouvoirs Publics Subordonnés).

Le montant de la partie forfaitaire de l'année considérée est obtenu en majorant la partie forfaitaire de l'année précédente d'un pourcentage variant en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Ce pourcentage est obtenu en divisant l'indice du mois d'octobre de l'année considérée par l'indice du mois d'octobre de l'année précédente. Ce pourcentage est calculé à quatre décimales.

Valeur partie forfaitaire pour l'année 2002 : 290.28 EUR.

§2. La partie variable s'élève à 2,5% de la rémunération annuelle brute indexée du travailleur.

Par rémunération annuelle brute indexée, on entend le produit de la multiplication de la rémunération brute barémique indexée due aux travailleurs concernés pour le mois d'octobre de l'année considérée par douze mais à l'exclusion de toutes autres primes, suppléments ou indemnités.

CHAPITRE IV – CONDITIONS D'OCTROI

Article 5

§1. Le montant total de la prime de fin d'année est octroyé au travailleur qui exerce une fonction impliquant l'exécution de prestations de travail complètes effectives ou assimilées et qui a ou avait bénéficié de son salaire complet pendant toute la période de référence telle qu'elle est définie à l'article 7.

§2. Les prestations de travail assimilées sont celles visées à l'article 41 de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

Article 6

La période de référence est la période allant du 1^{er} janvier au 30 septembre inclus de l'année considérée. Chaque mois de travail effectif ou assimilé pendant la période de référence donne droit à un neuvième de l'allocation octroyée conformément aux dispositions de l'article 3 et 4.

On entend par mois, tout engagement ayant pris cours avant le seizième jour du mois.

Article 7

§1. Lorsque le travailleur à temps plein ne peut bénéficier du montant total de l'allocation parce qu'il a été engagé ou qu'il a quitté l'établissement au cours de la période de référence, le montant de la prime est fixé au prorata de la durée des prestations de travail effectuées ou assimilées pendant la période de référence.

Handwritten signature and initials in black ink, located in the bottom right corner of the page. The signature appears to be 'M. J. J.' followed by a large flourish, and the initials 'M. J. J.' are written below it.

§2. Le travailleur à temps partiel acquiert les mêmes droits à la prime de fin d'année que le travailleur à temps plein. Le montant de la prime qui lui est accordé est toutefois calculé au prorata temporis.

Article 8

§1. La prime de fin d'année n'est pas due aux travailleurs licenciés pour motif grave, ni pour des prestations de travail effectuées pendant une période d'essai à laquelle il a été mis fin, ni pour des prestations de travail effectuées dans le cadre d'un contrat d'étudiant.

§2. Dans le cas du travail effectué dans le cadre d'un contrat de remplacement, la prime de fin d'année ne sera due qu'à concurrence des périodes de travail prestées ou assimilées qui n'ont pas fait l'objet de paiement de la prime de fin d'année pour la personne remplacée (une même période ne peut être prise en compte pour le travailleur remplacé et pour le travailleur remplaçant).

Article 9

La présente Convention Collective de Travail ne s'applique pas aux travailleurs qui bénéficient déjà d'une prime de fin d'année au moins équivalente, ou d'un avantage équivalent, l'un ou l'autre étant :

- soit déjà fixé par une Convention Collective de Travail à la date de la signature de la présente convention ;
- soit fixé par une Convention Collective de Travail d'entreprise dans la période de 3 mois suivant la signature de la présente convention.

CHAPITRE V – MODALITES DE PAIEMENT

Article 10

La prime de fin d'année est liquidée en une seule fois dans le courant du mois de décembre de l'année considérée.

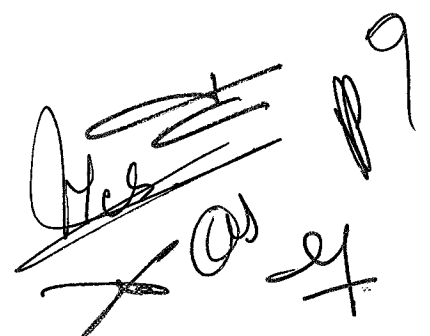
CHAPITRE VI – DISPOSITIONS FINALES

Article 11

La présente Convention Collective de Travail abroge et remplace la convention collective de travail du 19 septembre 2000 octroyant une allocation de fin d'année au personnel employé enregistrée sous le n° 55850/CO/31801 et rendue obligatoire par l'Arrêté royal du 14/01/2002 – M.B. du 27/02/2002.

La présente Convention Collective de Travail est conclue pour une durée déterminée et entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2005.

Elle peut être résiliée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois signifié par lettre recommandée à la poste adressée au Président de la Commission Paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

Handwritten signatures and initials in black ink, including a large signature and several smaller initials or marks.

e

Paritätische Unterkommission für Familien- und Seniorenhelfer(innen) in der
Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der
Deutschsprachigen Gemeinschaft

***Kollektives Arbeitsabkommen vom 22. Mai 2006 zur Gewährung einer Jahresendprämie
für das in der Wallonischen Region und in der Deutschsprachigen Gemeinschaft
angestellte Personal***

KAPITEL I – ANWENDUNGSBEREICH

Artikel 1

Der Text von Artikel 1 des kollektiven Arbeitsabkommens vom 20. Januar 2003 zur Gewährung einer Jahresendzulage für das angestellte Personal wird durch folgenden Text ersetzt:

„Dieses kollektive Arbeitsabkommen ist anwendbar auf die Arbeitnehmer und Arbeitgeber der Dienste, die der paritätischen Unterkommission für Familien- und Seniorenhelfer(innen) in der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft unterstehen und von der Wallonischen Region oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft subventioniert werden.“

KAPITEL II – BETREFF

Artikel 2

Eine Jahresendprämie wird dem wie in Artikel 2 dieses kollektiven Arbeitsabkommens beschriebenen angestellten Personal gewährt.

KAPITEL III – BETRAG DER PRÄMIE

Artikel 3

Der Betrag der Jahresendprämie setzt sich aus einem Pauschalteil und einem variablen Teil zusammen.

Artikel 4

§ 1. Der Pauschalteil wird gemäß Artikel 5 § 2 Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 23. Oktober 1979 zur Gewährung einer Jahresendzulage an bestimmte Inhaber eines zu Lasten der Staatskasse besoldeten Amtes berechnet, so wie er durch den Königlichen Erlass vom 3. Dezember 1987 geändert worden ist (wie für die untergeordneten öffentlichen Behörden berechnet).

Der Betrag des Pauschalteils des betreffenden Jahres lässt sich durch die Erhöhung des Pauschalteils des vorhergehenden Jahres um einen von der Entwicklung des Verbraucherpreisindex abhängigen Prozentsatz errechnen. Dieser Prozentsatz ergibt sich aus der Division des Index vom Monat Oktober des betreffenden Jahres durch den Index vom Monat Oktober des vorhergehenden Jahres. Der Prozentsatz wird bis auf vier Dezimalstellen berechnet.

Wert des Pauschalteils für das Jahr 2002: 290,28 EUR.

§ 2. Der variable Teil beläuft sich auf 2,5% der indexierten Bruttojahresentlohnung des Arbeitnehmers.

Die indexierte Bruttojahresentlohnung ist das Produkt von indexierter Brutto-Tarifentlohnung, die den betreffenden Arbeitnehmern für den Monat Oktober des betreffenden Jahres zusteht, mal zwölf, mit Ausnahme aller anderen Prämien, Zuschläge oder Entschädigungen.

KAPITEL IV – GEWÄHRUNGSBEDINGUNGEN

Artikel 5

§ 1. Der Gesamtbetrag der Jahresendprämie wird dem Arbeitnehmer gewährt, dessen Amt die Ausführung von effektiven oder gleichgestellten Vollzeitarbeitsleistungen beinhaltet und der während der in Artikel 7 beschriebenen Bezugsperiode sein Gesamtgehalt bezogen hat oder hatte.

§ 2. Bei den gleichgestellten Arbeitsleistungen handelt es sich um die Arbeitsleistungen, die in Artikel 41 des Königlichen Erlasses vom 30. März 1967 zur Festlegung der allgemeinen Modalitäten zur Ausführung der Gesetze über den Jahresurlaub der Lohnempfänger erwähnt werden.

Artikel 6

Die Bezugsperiode läuft vom 1. Januar bis zum 30. September des betreffenden Jahres. Jeder Monat effektiver oder gleichgestellter Arbeit während der Bezugsperiode gibt Anspruch auf ein Neuntel der gemäß den Bestimmungen von Artikel 3 und 4 gewährten Prämie. Unter Monat versteht man jede Einstellung, die vor dem sechzehnten Tag des Monats stattgefunden hat.

Artikel 7

§ 1. Kann der Vollzeitarbeitnehmer den Gesamtbetrag der Prämie nicht beziehen, weil er während der Bezugsperiode eingestellt wurde oder weil er die Einrichtung während dieser Periode verlassen hat, wird der Betrag der Prämie im Verhältnis zur Dauer der effektiven oder gleichgestellten Arbeitsleistungen während der Bezugsperiode festgelegt.

§ 2. Der Teilzeitarbeitnehmer hat genau wie der Vollzeitbeschäftigte Anspruch auf die Jahresendprämie. Der ihm gewährte Betrag der Prämie wird allerdings im Verhältnis zur Anzahl geleisteter Stunden berechnet.

Artikel 8

§ 1. Für Arbeitnehmer, die aus einem schwerwiegenden Grund entlassen wurden, für während einer beendeten Probezeit erbrachte Arbeitsleistungen und für im Rahmen eines Studentenvertrags erbrachte Arbeitsleistungen wird keine Jahresendprämie fällig.

§ 2. Für im Rahmen eines Vertretungsvertrags geleistete Arbeit wird die Jahresendprämie ausschließlich entsprechend den geleisteten oder gleichgestellten Arbeitsperioden, für die keine Jahresendprämie für die vertretene Person gezahlt wurde, fällig (dieselbe Periode kann nicht für den vertretenen Arbeitnehmer und für den vertretenden Arbeitnehmer berücksichtigt werden).

Artikel 9

Dieses kollektive Arbeitsabkommen ist nicht anwendbar auf die Arbeitnehmer, die bereits eine zumindest gleichwertige Jahresendprämie beziehen oder einen gleichwertigen Vorteil genießen, die oder der:

- entweder bereits am Tag der Unterschrift von einem kollektiven Arbeitsabkommen dieses Abkommens festgelegt wurde;
- oder von einem kollektiven Unternehmensarbeitsabkommen in einem Zeitraum von 3 Monaten nach der Unterschrift dieses Abkommens festgelegt wird.

KAPITEL V – ZAHLUNGSMODALITÄTEN

Artikel 10

Die Jahresendprämie wird während des Monats Dezember des betreffenden Jahres in einem Mal ausgezahlt.

KAPITEL VI – SCHLUSSBESTIMMUNGEN

Artikel 11

Dieses kollektive Arbeitsabkommen hebt auf und ersetzt das kollektive Arbeitsabkommen vom 19. September 2000 zur Gewährung einer Jahresendzulage für das angestellte Personal, das unter der Nummer 55850/CO/31801 eingetragen und durch den Königlichen Erlass vom 14.01.2002 – *Belgisches Staatsblatt* vom 27.02.2002 für verbindlich erklärt wurde.

Dieses kollektive Arbeitsabkommen wird für eine bestimmte Dauer abgeschlossen und tritt am 1. Januar 2003 bis zum 31. Dezember 2005 in Kraft.

Es kann von jeder der Parteien mit einer Kündigungsfrist von drei Monaten mittels eines Einschreibens an den Präsidenten der paritätischen Unterkommission für Familien- und Seniorenhelfer(innen) in der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft aufgekündigt werden.

Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse
Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap

Collectieve arbeidsovereenkomst van 22 mei 2006 tot toekenning van een
eindejaarspremie aan het bediendepersoneel in het Waalse Gewest ~~of~~ in de Duitstalige
Gemeenschap.

HOOFDSTUK I – TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1

De tekst van artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 januari 2003 tot
toekenning van een eindejaarstoelage aan het bediendepersoneel wordt vervangen
door de volgende tekst :

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en de
werkgevers van de diensten die ressorteren onder het paritair comité voor de diensten
voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de
Duitstalige Gemeenschap en die gesubsidieerd worden door het Waalse Gewest of de
Duitstalige Gemeenschap.

HOOFDSTUK II : DOEL

Artikel 2

Een eindejaarspremie wordt toegekend aan het bediendepersoneel zoals bepaald in
artikel 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

HOOFDSTUK III – BEDRAG VAN DE PREMIE

Artikel 3

Het bedrag van de eindejaarspremie bestaat uit een forfaitair gedeelte en een variabel
gedeelte.

Artikel 4

§1. Het forfaitair gedeelte wordt berekend overeenkomstig de toepassing van artikel
5§2, 1) van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 tot toekenning van een
eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de schatkist
bezoldigde functie, zoals deze werd gewijzigd door het koninklijk besluit van 3
december 1987 (zoals berekend voor de Ondergeschikte Openbare Besturen).

Het bedrag van het forfaitair gedeelte van het betrokken jaar wordt verkregen door het
forfaitair gedeelte van het vorige jaar te verhogen met een percentage dat varieert
volgens de evolutie van de index van de consumptieprijzen. Dit percentage wordt
verkregen door de index van de maand oktober van het betrokken jaar te delen door
de index van de maand oktober van het vorige jaar. Dit percentage wordt berekend op
vier decimalen.

9

Waarde forfaitair gedeelte voor het jaar 2002 : 290.28 EUR.

§2. Het variabel gedeelte bedraagt 2,5 % van het geïndexeerd bruto jaarloon van de werknemer.

Onder geïndexeerd bruto jaarloon wordt verstaan het product van de vermenigvuldiging van het geïndexeerd bruto jaarloon verschuldigd aan de betrokken werknemers voor de maand oktober van het betrokken jaar met twaalf, maar met uitsluiting van alle andere premies, toeslagen of vergoedingen.

HOOFDSTUK IV – TOEKENNINGSVOORWAARDEN

Artikel 5

§1. Het totaal bedrag van de eindejaarspremie wordt toegekend aan de werknemer die een functie uitoefent die de uitvoering impliceert van effectieve of gelijkgestelde volledige arbeidsprestaties en die zijn volledig loon heeft ontvangen tijdens de gehele referentieperiode zoals bepaald in artikel 7.

§2. De gelijkgestelde arbeidsprestaties zijn die welke beoogd worden in artikel 41 van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers.

Artikel 6

De referentieperiode is de periode van 1 januari tot en met 30 september van het betrokken jaar. Elke maand effectieve arbeid of hiermee gelijkgesteld tijdens de referentieperiode geeft recht op een negende van de toegekende toelage overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 en 4.

Onder maand wordt elke indienstneming verstaan die beginnen lopen is vóór de zestiende dag van de maand.

Artikel 7

§1. Wanneer de voltijdse werknemer geen recht heeft op het totaal bedrag van de toelage omdat hij in dienst genomen werd of de instelling heeft verlaten tijdens de referentieperiode, wordt het bedrag van de premie vastgesteld naar rato van de duur van de arbeidsprestaties die uitgevoerd werden of gelijkgesteld zijn tijdens de referentieperiode.

§2. De deeltijdse werknemer verwerft dezelfde rechten op de eindejaarspremie dan de voltijdse werknemer. Het bedrag van de premie die hem wordt toegekend wordt evenwel pro rata temporis berekend.

Artikel 8

§1. De eindejaarspremie is niet verschuldigd aan de werknemers die ontslagen worden om dringende reden, noch voor arbeidsprestaties die uitgevoerd worden tijdens een proefperiode waaraan een einde werd gemaakt, noch voor arbeidsprestaties die uitgevoerd worden in het kader van een studentenovereenkomst.

§2. In geval van arbeid uitgevoerd in het kader van een vervangingsovereenkomst, zal de eindejaarspremie enkel verschuldigd zijn ten belope van de gepresteerde of gelijkgestelde arbeidsperiodes waarvoor geen eindejaarspremie werd betaald voor de vervangen persoon (eenzelfde periode mag niet in rekening genomen worden voor de vervangen werknemer en voor de vervanger).

Artikel 9

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op de werknemers die reeds recht hebben op een eindejaarspremie die ten minste gelijkwaardig is, of een gelijkwaardig voordeel, waarbij het ene of het andere :

- ofwel reeds is vastgesteld door een collectieve arbeidsovereenkomst op de datum van de ondertekening van deze overeenkomst ;
- ofwel vastgesteld door een ondernemingscollectieve arbeidsovereenkomst in de periode van 3 maanden die volgen op de ondertekening van deze overeenkomst.

HOOFDSTUK V – BETALINGSMODALITEITEN

Artikel 10

De eindejaarspremie wordt in één keer betaald in de loop van de maand december van het betrokken jaar.

HOOFDSTUK VI – SLOTBEPALIGEN

Artikel 11

Deze collectieve arbeidsovereenkomst herroept en vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 september 2000 tot toekenning van een eindejaarstoelage aan het bediendepersoneel geregistreerd onder nr 55850/CO/31801 en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 14/01/2002 – B.S. van 27/02/2002. Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde tijd en treedt in werking van 1 januari 2003 tot 31 december 2005.

Zij kan worden opgezegd door elke partij met een opzeggingstermijn van drie maanden betekend per ter post aangetekende brief aan de Voorzitter van het paritair comité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.

INNERHALB DER PARITÄTISCHEN UNTERKOMMISSION FÜR FAMILIEN- UND SENIORENHELPER(INNEN) IN DER FRANZÖSISCHEN GEMEINSCHAFT, DER WALLONISCHEN REGION UND DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT ABGESCHLOSSENES KOLLEKTIVES ARBEITSABKOMMEN

Zwischen den folgenden innerhalb der obenerwähnten Unterkommission vertretenen Organisationen:

CONFEDERATION DES CENTRES DE COORDINATION DE SOINS ET SERVICES A DOMICILE

FEDERATION DE SERVICE D'AIDE AUX FAMILLES ET AUX PERSONNES AGEES DE LA REGION BRUXELLOISE
FEDERATIE VAN DIENSTEN VOOR GEZINS EN BEJAARDENHULP VAN HET BRUSSELS GEWEST

FEDERATION D'EMPLOYEURS DE SERVICES D'AIDE A DOMICILE

FEDERATION GENERALE DU TRAVAIL DE BELGIQUE
ALGEMEEN BELGISCH VAKVERBOND

CONFEDERATION DES SYNDICATS CHRETIENS DE BELGIQUE
ALGEMEEN CHRISTELIJK VAKVERBOND VAN BELGIE

CENTRALE GENERALE DES SYNDICATS LIBERAUX DE BELGIQUE
ALGEMEEN CENTRALE DER LIBERALE VAKBONDEN VAN BELGIE

Ist folgendes kollektives Arbeitsabkommen abgeschlossen worden: